



Châtillon, le 03/02/2015

Objet : Budget et structure de financement de l'ONERA

A l'attention de Monsieur le Premier Ministre

Copies :

Mme Patricia Adam,  
présidente de la commission de la défense  
nationale et des forces armées  
M Jean-Yves Le Déaut,  
président de l'office parlementaire d'évaluation  
des choix scientifiques et technologiques

Monsieur le Premier Ministre,

Entre août 2013 et juin 2014, l'ONERA a traversé une période délicate, sans Président, faite d'incertitudes et d'interrogations. Le problème de la gouvernance et du financement de l'ONERA n'est pas nouveau. Au cours des deux dernières années, de très nombreux parlementaires, de l'ensemble du territoire, ont interpellé le gouvernement sur la situation de l'ONERA, sur son avenir, sur l'absence de moyen lui permettant d'assumer ses missions au service de l'industrie aéronautique et aérospatiale française et européenne (Cf. rapport du sénateur R. Courteau 12 juin 2013, « *les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe* »).

En réponse à ces questionnements, le gouvernement par les voix des ministres de la Défense, de la Recherche et par votre prédécesseur au poste de 1<sup>er</sup> Ministre a affirmé son intention de redonner à l'ONERA, "*établissement internationalement reconnu, d'importance stratégique pour notre patrimoine scientifique et nos entreprises aéronautiques et spatiales*" les moyens nécessaires. Il était question d'ambition nationale, d'horizon ONERA 2020, d'une grande réflexion, d'un dialogue restauré, etc.

Depuis la nomination de Monsieur Bruno Sainjon à la présidence de l'ONERA, de nombreux efforts ont été fournis pour qu'enfin les textes fondamentaux de notre établissement soient respectés : le président participe au Comité Central d'Entreprise, un secrétaire général a été nommé, le haut conseil scientifique a été remis en place. Un plan stratégique scientifique pour permettre à l'ONERA de se repositionner est en cours de préparation pour le printemps, etc. En revanche si l'ONERA et son personnel font front, il est permis de s'interroger sur l'engagement de la tutelle DGA/Défense aux cotés de l'ONERA.

En effet, est-il admissible :

- que l'ONERA, en attente de nominations, n'ait toujours pas à cette date de Conseil d'Administration en état de fonctionner ?
- que l'ONERA, après avoir subi un prélèvement par l'Etat de 12M€ sur ses réserves en 2013 et avoir fini l'année 2014 avec un déficit de 16M€, du à la baisse continue de sa subvention,

n'ait toujours aucune garantie de financement et ne puisse donc pas établir de budget pour 2015 ?

- que l'ONERA, expert internationalement reconnu, l'opérateur public français du secteur, perçoive une subvention en perpétuelle baisse alors même que l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, etc. renforcent l'investissement dans la Recherche aérospatiale, particulièrement en rénovant leur parc de souffleries ?
- que les budgets de l'Etat, de la Défense destinés à la Recherche aérospatiale ne parviennent pas ou très peu à l'ONERA, opérateur sous sa tutelle, dont la mission est justement d'orienter et développer les recherches dans le domaine aérospatial ?
- que la France et son gouvernement fasse des choix qui compromettent irrémédiablement sa place de leader de l'industrie aérospatiale pour les décennies à venir ?

Nous vous demandons, Monsieur le Premier Ministre, de prendre conscience de la situation dramatique dans laquelle vous plongeriez l'ONERA et l'industrie aéronautique et spatiale française si vous ne changez pas les orientations actuelles.

Nous vous demandons d'intervenir immédiatement pour que l'ONERA puisse enfin avoir un Conseil d'Administration, un budget équilibré et ambitieux permettant d'assumer de façon pérenne les missions que l'Etat lui a confiées.

Dans l'attente de réponses et surtout de décisions de votre part, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos sincères salutations.

Les délégués syndicaux centraux, CFDT, CFE-CGC, CFTC et CGT de l'ONERA

Pour la CFDT,



Gilles MARCON,

la CFE-CGC,



Béatrice SORRENTE,

la CFTC,



Claire SANCHEZ,

la CGT



A. RISTORI

Arnaud RISTORI